

Mots de la présidente

Les gens s'interrogent parfois sur ce que fait le CCCSO entre les conférences. Cette année en a été une particulièrement chargée. En sus de demeurer en contact avec les dirigeant(e)s des sections locales de nos régions, nous nous sommes rencontré(e)s à plusieurs reprises pour veiller à ce que les motions adoptées lors de notre conférence aillent de l'avant.

Certains changements ont eu lieu au sein du comité depuis notre dernière conférence. Les consœurs Cindy Page, Lee Ann West et Claire Hamilton-Payne ont démissionné. Claude Duschesneau a pris sa retraite. Par conséquent, il ne pourra plus faire fonction de substitut pour sa région. Le comité aimerait profiter de cette occasion pour les remercier de leur travail pendant toutes ces années. Les consœurs Page et West ont été remplacées par leur substitut, à savoir Mike Galipeau et

Laura Walton respectivement. Malheureusement, la consœur Hamilton-Payne n'a pas encore été remplacée, faute de substitut dans cette région.

Plusieurs changements ont aussi eu lieu parmi les membres du personnel affectés au comité. Le confrère Jim Morrison a été désigné en tant que nouveau coordonnateur pour le secteur des conseils scolaires. Le confrère Paul O'Donnell, notre chercheur, est en congé sabbatique et a été remplacé temporairement par la consœur Sharon Angel. Notre représentante en communications, Marjorie Savoie, est en congé parental et elle a été temporairement remplacée par le confrère Kevin Wilson. Nous souhaitons chaleureusement la bienvenue à tous ceux et celles qui se sont récemment joints à nous. Nous serons tous certainement fort occupé(e)s, l'an prochain.

Calendrier des activités

Le 27 février	Réunion avec le ministère de l'Éducation sur la mise en œuvre du PE
Le 7 mars	Présentation lors de la Conférence des femmes
Le 7 mars	Réunion avec la ministre de l'Éducation
Le 14 mars	Téléconférence avec les président(e)s des sections locales
Le 3 avril	Présentation lors de la Conférence des employé(e)s de bibliothèque – le projet de loi 115
Le 9 avril	Réunion avec le ministère de l'Éducation sur la mise en œuvre
Du 18 au 21 avril	Séance de planification stratégique du CCCSO
Le 6 mai	Réunion sur la mise en œuvre : ministère de l'Éducation
Le 10 mai	Réunion sur la mise en œuvre : ministère de l'Éducation (PE de 2013)
Le 14 mai	Téléconférence du CCCSO
Le 23 mai	Table ronde de partenariat : ministère de l'Éducation
Le 25 mai	Rencontre avec l'Association des élèves conseillers et conseillères de l'Ontario
Le 28 mai	Caucus du conseil scolaire – Congrès du SCFP-Ontario
Les 12 et 13 juin	Réunion du CCCSO sur les principes de la négociation centrale
Le 17 juin	Assemblée publique avec les président(e)s des sections locales
Le 26 juin	Consultation sur la négociation centrale avec le ministère de l'Éducation
Le 9 juillet	Téléconférence du CCCSO
Le 16 juillet	Rencontre avec le secrétaire-trésorier national

Le 22 juillet	Deuxième consultation sur la négociation centrale avec le ministère de l'Éducation
Le 25 juillet	Réunion avec le ministère de l'Éducation sur les questions de mise en œuvre
Le 6 août	Téléconférence du CCCSO
Le 8 août	Rencontre avec le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
Le 13 août	Assemblée publique avec les président(e)s des sections locales
Le 23 août	Réunion sur les campagnes
Le 10 septembre	Téléconférence du CCCSO
Du 20 au 22 septembre	Réunion du CCCSO
Le 20 octobre	Caucus du conseil scolaire national – Congrès du SCFP, dans la ville de Québec

Actualisation de la mise en œuvre

En juillet, nous avons fait parvenir aux président(e)s des sections locales des lignes directrices sur la mise en œuvre des dispositions portant sur le congé de maternité, les congés de maladie et la sécurité d'emploi contenues aux PEs. Il s'agit ici de veiller à ce que nous appliquions le libellé central avec cohérence. Il faut loger des griefs en cas de déviation aux PEs et en faire parvenir une copie au confrère Jim Morrison, notre nouveau coordonnateur.

Le confrère Morrison a collaboré avec le personnel du SCFP national affecté aux conseils scolaires afin d'établir une base de données pour que nous puissions voir en un coup d'œil les domaines où nous continuons à avoir des problèmes de mise en œuvre avec l'un des deux protocoles d'entente, ou encore avec les deux. Pour étayer cet effort, Jim a demandé au personnel de répondre à un questionnaire afin d'identifier les problèmes. Veuillez communiquer avec votre représentant(e) du personnel si vous aimeriez en consulter un exemplaire. Une fois les questionnaires remplis, nous ferons part des résultats au ministère.

Au début du mois d'août, le ministère a envoyé une lettre aux conseils scolaires les informant que s'ils veulent avoir accès à des fonds supplémentaires, il leur faut non seulement mettre en œuvre les protocoles d'entente, mais il leur faut aussi les annexer aux conventions collectives. Pour accéder aux fonds, les conseils scolaires doivent signer une lettre stipulant que ceci a été fait à la fin septembre.

(Remarque : le gouvernement avait d'abord exigé que le formulaire soit signé à la fin août. Une extension a été accordée puisque plusieurs conseils ne pouvaient se réunir qu'en septembre.)

Cela s'est avéré un processus frustrant pour nous tous. Il semble que la fin est en vue. Le gouvernement est très conscient du fait que s'il ne parvient pas à garantir la pleine mise à exécution des dispositions négociées centralement, il sera peu probable qu'il s'assure la participation volontaire à la négociation centrale, la prochaine fois. Nous devons être prêts à soutenir les sections locales dont le conseil refuse d'appliquer les protocoles d'entente. Une attaque contre un d'entre nous est une attaque contre nous tous.

Mise à jour sur la négociation centrale

En mai 2013, nous avons été saisis de l'intention du gouvernement provincial de légiférer la négociation centrale. Le calendrier présenté proposait une consultation avec les parties prenantes en juin. La législation serait rédigée pendant l'été afin d'être déposée en première lecture à l'automne. Ce faisant, le gouvernement espère qu'elle sera adoptée en troisième lecture en janvier.

Le CCCSO s'est réuni en juin pour déterminer les principes d'un processus de négociation centrale que nous pourrions ensuite proposer lors de la

consultation. Nous avons fait part de ces principes aux président(e)s des sections locales lors d'une assemblée publique qui se tenait le 17 juin.

Nous avons été invités à participer à deux séances de consultations avec le gouvernement sur la négociation centrale. Il semble que ce dernier est en bonne voie pour déposer la législation à l'automne.

L'Ordre des éducateurs et des éducatrices de la petite enfance

Le CCCSO a récemment appris l'intention de l'Ordre des EPEs à l'effet que ces derniers aient à présenter des preuves de perfectionnement des compétences continu à titre de critère pour demeurer membre en règle de l'Ordre. Nous avons rédigé une réponse stipulant l'opposition du SCFP à cette initiative.

Il va sans dire que le SCFP appuie le perfectionnement des compétences continu. L'Ordre propose d'exiger des EPEs qu'ils tiennent des registres de leurs initiatives relatives au perfectionnement des compétences pendant six ans. L'Ordre vérifierait ces dossiers au hasard. Un(e) EPE qui ne serait pas en mesure de produire la preuve qu'il a perfectionné ses compétences de façon continue pourrait être sujet à des pénalités. Ou encore, son appartenance à l'Ordre pourrait être révoquée ce qui entraînerait la perte de l'emploi.

En outre, l'ordre s'attend à ce que l'EPE assume tous les coûts liés au perfectionnement des compétences. Nous avons souligné que l'accès au perfectionnement des compétences n'est pas égal dans la province. Nous avons suggéré qu'il serait préférable que l'Ordre consacre son argent au développement et à la conception de modules d'apprentissage à distance comme des « webinaires » à l'intention de ses membres. Les enseignant(e)s ne sont pas tenu(e)s de perfectionner leurs compétences pour demeurer membres de leur Ordre.

La division de l'Ontario a envoyé la réponse du SCFP, au nom de tous les secteurs du SCFP-Ontario où travaillent les EPEs. Nous tenons à remercier notre groupe de références des EPEs pour son apport lors de la rédaction de la lettre.

Comité sur la prévention de la violence

Lors de notre conférence de 2013, une motion a été adoptée à l'effet de lancer une campagne axée sur la prévention de la violence dans les écoles, en particulier en ce qui concerne les aides-enseignant(e)s (AEs). Lors de sa séance de planification stratégique qui se tenait en avril, le CCCSO a décidé d'entamer la campagne avec un sous-comité composé d'AEs et de substituts élus au CCCSO et de membres du groupe de référence des AEs élus lors de la conférence de 2012.

Nous sommes d'avis que cette campagne doit être visuelle. Les conseillers scolaires, les parents et les politicien(ne)s doivent voir de visu le genre de blessures que nos membres subissent. À l'automne, nous demanderons aux sections locales de s'informer auprès de leurs membres au cas où certains d'entre eux accepteraient qu'on photographie leurs blessures. Une image vaut mille mots... Nous devons faire connaître ces enjeux... Compter sur des statistiques ne suffit pas... Nous vous ferons parvenir plus de détails au début du mois d'octobre.

Réunion avec le ministère de la Citoyenneté

Les adultes qui apprennent l'anglais comme langue seconde sont évalués selon les Niveaux de compétences linguistiques canadiens (NCLC), plutôt que par des notes. Lors de la conférence du CCCSO de 2013, le groupe d'instructeurs professionnels a déposé une motion à l'effet de faire pression sur le gouvernement provincial pour qu'il reconnaisse plus largement les NCLCs. Cela faciliterait la transition des apprenant(e)s adultes de nos salles de classe aux programmes d'éducation des adultes de niveau secondaire, collégial et universitaire donnant lieu à des crédits ainsi qu'aux programmes d'apprentissage et au marché du travail. Non seulement un parcours clair à l'intention des apprenant(e)s adultes servirait-il mieux nos élèves, mais cela satisferait aussi l'objectif identifié par la première ministre provinciale dans un rapport qu'elle a écrit en 2006, intitulé l'Ontario apprend.

Nous avons rencontré le ministre de la Citoyenneté, Michael Coteau, à deux reprises depuis la conférence. Des représentant(e)s des conseils scolaires, du SEFPO et du SCFP assistaient à la réunion du mois d'août. Le ministre a bien réagi à notre suggestion visant à reconnaître plus largement les niveaux de compétences. Cette suggestion fut aussi fortement appuyée par les représentant(e)s des conseils scolaires de l'éducation permanente.

Nous avons appris que le gouvernement a collaboré avec son homologue fédéral pour que le niveau 4 de compétences provincial soit reconnu à titre de critère d'admissibilité à la citoyenneté. Le NCLC 4 était auparavant le seul niveau reconnu. Cette initiative devrait être déployée à l'automne.

Un des représentants des conseils scolaires défendait la notion à l'effet que le perfectionnement des compétences devrait être payé et devrait être mis à la disposition des instructeurs des cours financés par la province.

Le ministre s'est engagé à réunir de nouveau le groupe à l'automne pour assurer le suivi... En bout de ligne, du temps utilisé à bon escient.

Lettre des Personnes destinées à l'éducation portant sur les employé(e)s des bibliothèques

Le SCFP-Ontario a récemment envoyé une lettre des Personnes destinées à l'éducation (*P4E*) clarifiant le rôle précieux que joue le personnel de soutien des bibliothèques scolaires lorsqu'il s'agit de promouvoir l'alphabétisation des élèves. Alors que nous collaborons davantage avec des partenaires communautaires comme les *P4E*, il est important de veiller à ce qu'ils disposent de l'information voulue pour refléter fidèlement le travail effectué par nos membres dans leurs publications.

La lutte contre la privatisation

Lors d'une réunion de la Table ronde de partenariat organisée par le ministère de l'Éducation, nous avons

été informés que le gouvernement amorcera un processus de consultation pour examiner l'efficacité de notre système d'éducation.

Il espère ainsi pouvoir maintenir les services tout en réduisant les coûts. Ce genre d'exercice donne souvent lieu à des recommandations visant à externaliser le travail de nos membres.

Le CCCSO est d'avis que nous pouvons citer de nombreux exemples de cas où la sous-traitance a résulté en des coûts plus élevés, plutôt que moindre. Nous aimerions recevoir vos commentaires à ce sujet. Veuillez communiquer avec Rodney McGee au rodmcgee@shaw.ca.

Accroître la visibilité de notre travail

Le Comité s'est penché sur un certain nombre d'initiatives visant à accroître la visibilité de notre travail. Nous y travaillerons davantage à l'automne et nous mettrons à votre disposition du matériel que vous pourrez utiliser au sein de votre section locale et de votre communauté.

Rappel sur le prélèvement

Nous tenons à vous remettre en mémoire la motion adoptée lors de notre conférence de février. Nous sommes conscients que plusieurs sections locales ne tiennent pas de réunions des membres pendant l'été. Afin que nous puissions mener des campagnes pour accroître notre visibilité avant d'entreprendre de nouvelles négociations, il nous serait utile de disposer du prélèvement de votre section locale pour 2013 dès que possible.

Motion sur le financement de la négociation centrale et du soutien à la négociation ADOPTÉE

Proposée par Claude Duchesneau, section locale 1483
Appuyée par Patricia Roche, section locale 1328

Je propose un prélèvement de 4 \$ par membre pour les sections locales affiliées, payable sur deux ans.

2013 = 2 \$ par membre

2014 = 2 \$ par membre

et de 5 \$ par membre pour les sections locales non-affiliées, payable sur deux ans.

2013 = 2,50 \$ par membre

2014 = 2,50 \$ par membre

Les fonds seront détenus dans le compte du CCCSO prévu à cet effet, aux fins du financement des réunions du Comité de négociation et du Comité de soutien à la négociation.

.....

Veillez faire parvenir les chèques au :

Compte sur le prélèvement du CCCSO

a/s du SCFP-Ontario

80, Commerce Valley Drive East, Bureau 1

Markham (Ontario) L3T 0B2

.....

Qui vous représente ?

Présidente du CCCSO

Terri Preston; terri.preston@cupe4400.org
416-393-0440 poste 241

Région 1

Représentant de la région 1 du CCCSO :
Rodney Mcgee; rodmcgee@shaw.ca

Remplaçant :
VACANT

Région 2

Représentante de la région 2 du CCCSO :
Mike Galipeau; galipeaumike@gmail.com

Remplaçant :
VACANT

Région 3

Représentant de la région 3 du CCCSO :
Gaston Romain; gromain@members.cupe.ca

Remplaçant :
Chris Wilson; chriswilson8787@gmail.com

Région 4

Représentant de la région 4 du CCCSO :
William Desjardins; bevd@vianet.ca

Remplaçant :
Colin MacDougall; cmacdougall@vianet.ca
cupemacdougall@hotmail.com

Région 5

Vice-présidente et
représentante de la région 5 du CCCSO :
Susan Hanson; susiq999@hotmail.com

Remplaçante :
Liz Harrison; liz.harrison@hotmail.com

Région 6

Représentante de la région 6 du CCCSO :
Laura Walton; lwalton@cupe1022.ca

Remplaçante :
VACANT

Région 7

Représentant de la région 7 du CCCSO :
Vern Andrus; hammrv@sympatico.ca

Remplaçant :
Bill Campbell; williamcampbell997@gmail.com

Région 8a

Représentante de la région 8a du CCCSO :
Bonnie Dineen; bonnie.dineen@cupe4400.org

Remplaçant :
Don MacMillan; don.macmillan@cupe4400.org

Région 8b

Représentante de la région 8b du CCCSO :
Patti Chapman; chapmanpatti@sympatico.ca

Remplaçante :
Patricia Roche; patricia.roche@hotmail.com

Région 9

Représentant de la région 9 du CCCSO :
Jim Glavan; jim.glavan@gmail.com

Remplaçant :
VACANT

Région 10

Représentant de la région 10 du CCCSO :
Doug Wright; wright11@wightman.ca

Remplaçant :
Scott Stephens; scottbo@wightman.ca

Région 11

Représentant de la région 11 du CCCSO :
John Tompa; jtompa@shaw.ca

Remplaçant :
Dave Dickson; hub63@live.com

Région 12

Représentant de la région 12 du CCCSO :
Mark Luciani; mluciani22@bellnet.ca

Remplaçant :
Keith Levere; keithlevere@ymail.com

Région 13

Représentante de la région 13 du CCCSO :
Wendy Tunks; wendytunks@yahoo.ca

Remplaçante :
Moira Bell; moirabell@members.cupe.ca

Région 14

Représentant de la région 14 du CCCSO :
Dan Meyerink; meyerida@yahoo.com

Remplaçante :
Michele LaLonge-Davey;
mlalongedavey@members.cupe.ca
familyd@cogeco.ca

Région 15

Représentante de la région 15 du CCCSO :
Claire Cameron; cameronclaire57@hotmail.com

Remplaçant :
Marcel Jalbert; jalbertfarm@gmail.com

Région 16

Représentant de la région 16 du CCCSO (français) :
Sylvain Piche; sp1678@hotmail.com

Remplaçant :
Wilson Muise; local3519scfp@hotmail.com

Région 17

Représentante de la région 17 du CCCSO (français) :
VACANT

Remplaçant :
VACANT

Travailleurs blessés/Santé et sécurité

Représentant des travailleurs blessés du CCCSO :
Darrell Day; darrell.day@cupe4400.org

Représentant de la santé et sécurité du CCCSO :
Don Postar; wsibdon@hotmail.com

Division de l'Ontario du SFCP

Président de la Division de l'Ontario du SFCP :
Fred Hahn; fhahn@cupe.on.ca

Secrétaire-trésorière de la Division
de l'Ontario du SFCP :
Candace Rennick; crennick@cupe.on.ca

Personnel

Directrice régionale adjointe :
Gwen Hewitt; ghewitt@cupe.ca

Coordonnateur national :
Jim Morrison; jmorrison@cupe.ca

Coordonnatrice nationale (francophone) :
Monique Drapeau; tmdrapeau@cupe.ca

Spécialiste nationale de la recherche :
Sharon Angel; sangel@cupe.ca

Représentant national à l'éducation :
Denis Regimbald; dregimbald@cupe.ca

Représentant national aux communications :
Kevin Wilson; kwilson@cupe.ca

Adjointe exécutive, Division de l'Ontario du SFCP :
Wynne Hartviksen; whartviksen@cupe.on.ca

:gb/sepb491